

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 75 (1983)
Heft: 5-6

Artikel: Le chômage : ses causes et les possibilités de les combattre
Autor: Schmid, Hans
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-386149>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le chômage – ses causes et les possibilités de les combattre

par Hans Schmid*

La récession des années septante a marqué une «cassure» de la tendance à l'expansion continue (ou de l'évolution que l'on interprétait comme telle). Cela dit, que va-t-il se passer si l'on ne pratique pas une politique novatrice en matière d'emploi? Pour mieux éclairer la question, rappelons les diverses tentatives faites aux Etats-Unis et en Suisse pour stimuler l'emploi. Nous tenterons ensuite d'éclairer les perspectives à court, à moyen et à long termes.

La «cassure» des années septante

La conjoncture présente est peu prometteuse. Dans l'ère de l'OCDE (Europe occidentale, Etats-Unis, Canada, Japon) on dénombre aujourd'hui *plus de 30 millions de chômeurs*. Les principaux pays industriels ne sont pas encore parvenu à en freiner le taux de progression. En Suisse, les répercussions de l'évolution de l'économie mondiale se manifestent généralement avec un certain retard et de manière atténuée. Mais, toute règle comportant des exceptions, la récession 1974/76 a été en chiffres relatifs, nettement plus sensible en Suisse qu'ailleurs. Le redressement qui a suivi a duré jusqu'à fin 1981; il a été suivi par un nouveau fléchissement de la conjoncture et de l'emploi. Le nombre des travailleurs aujourd'hui en chômage – près de 30 000 – est presque aussi élevé que dans les années septante. Au cours des années vingt déjà, l'économiste russe *Kondratieff* avait conclu à *l'alternance de longues phases de croissances et de longues phases de stagnation*. Plusieurs décennies de croissance avaient précédé la Première guerre mondiale. L'entre-deux-guerres a été, au contraire, une période de longue stagnation. C'est de nouveau l'expansion qui a caractérisé les années de 1945 à 1974. On constate que les phases de croissance sont, assez naturellement d'ailleurs, des périodes de *confiance en l'avenir*, d'optimisme scientifique et industriel, d'esprit d'entreprise. La production littéraire et artistique est, elle aussi, plus ou moins marquée au coin de cette confiance. En revanche, les phases de stagnation ou de quasi-stagnation secrètent des prévisions avant tout pessimistes. On tend à céder à de vagues nostalgies – parfois réactionnaires – aux appels de la fiction... Les arts et les lettres en témoignent. Ces longues phases ne sont pas linéaires. Les *fluctuations à court terme* s'y succèdent. Elles sont peu sensibles quand la tendance est à la croissance et ne posent que rarement des problèmes en matière d'emploi.

* Adaptation en français de l'exposé présenté le 15 avril 1983 par Hans Schmid, président de l'Union syndicale du canton de St-Gall, professeur et conseiller national, à l'occasion d'une réunion de conseillers d'Etats socialistes.

Kondratieff n'a cependant rien dit de très concret sur les *causes* de la transition d'une longue phase d'expansion à une longue phase de stagnation. Pour influencer sur le cours des choses, il serait cependant nécessaire de connaître ces causes. On en invoque trois, universellement valables, pour expliquer la «cassure» des années septante:

1. *La prise de conscience d'une raréfaction progressive des ressources naturelles et indispensables*: L'interrogation sur l'environnement qui s'est généralisée au cours des années septante a surtout été une interrogation sur le gaspillage des richesses naturelles sans souci de l'avenir. Ce «climat» n'est probablement pas étranger à la prise de conscience par les pays pétroliers du pouvoir que leur conférait leur quasi-monopole. On sait qu'elle a déclenché, en 1973, la première des hausses massives des prix et des réductions correspondantes du bien-être dans les pays importateurs. Les difficultés économiques qui ont suivi ont concouru avec d'autres facteurs à ébranler la croyance en un progrès continu...

2. *L'effondrement du système monétaire mondial*: L'accord monétaire de Bretton Woods conclu par les puissances victorieuses en 1944 (qui a institué le Fonds monétaire international) impliquait un système mondial de relations stables entre les cours de change. Les Etats-Unis ayant abusé du pouvoir que leur conférait le rôle déterminant dévolu au dollar, nombre de banques centrales d'émission ont été contraintes, dès la fin des années soixante, et surtout dès le début des années septante d'acheter toujours plus de dollars à un cours fixé par l'accord de Bretton Woods – et d'accroître à cet effet le volume de la monnaie nationale en circulation. Il s'en est suivi l'inflation mondiale que l'on sait (et qui a dépassé temporairement 10% en Suisse). Pour ces banques d'émission, la seule thérapie consistait à se libérer des liens avec le dollar et à rétablir la liberté des changes (retour aux cours de change flexibles). Une longue période de tâtonnements a suivi sur les marchés des devises, les relations entre les pouvoirs d'achat des diverses monnaies ont de plus en plus déterminés les cours de change. Cette évolution a entraîné de grosses difficultés pour les exportateurs, qui avaient pu tabler des décennies durant sur des bases stables de calculation.

3. *La concurrence croissante des pays en développement – et de ceux qui ont franchi le seuil de l'industrialisation*: La conjonction des facteurs négatifs rappelés ci-dessus et l'apparition et l'intensification de la concurrence des pays nouvellement industrialisés ont concouru au renversement du «trend» positif.

La quasi-simultanéité de ces phénomènes fait apparaître plausible l'hypothèse d'une causalité. Les analyses scientifiques fiables qui la confirmeraient sont encore insuffisantes.

4. *En revanche, une étude récente du prof. Ota Sik (St-Gall)*: «Essai d'explication de la crise fondé sur l'exemple de la République fédérale d'Allemagne», donne à entendre que les causes des récessions de 1974/1975 et de 1980/1982 résideraient avant tout dans l'évolution de la productivité du capital et de la rentabilité des investissements.

La *productivité du capital* est le produit (output) des francs investis dans les moyens de production. Tout accroissement de la productivité du capital signifie que la croissance de l'output est plus rapide que celle du capital investi. En supposant que les autres circonstances restent les mêmes, on enregistre une augmentation de l'apport des bénéfices des entreprises au revenu national, ce qui permet des investissements complémentaires.

La productivité du capital et l'apport des bénéfices des entreprises au revenu national ont commencé à baisser, la marge d'accroissement de la productivité afférent à un certain niveau de développement technique étant épuisée. Seuls des investissements dans des modes de production nettement plus coûteux (microélectronique, technologie des ordinateurs, etc.) pouvaient donner de nouvelles impulsions à la croissance. L'explosion des prix pétroliers de 1973 a encore accusé la dégradation de la relation entre investissements, productivité et production.

Les besoins accrus de capital ne pouvaient être couverts que par des émissions et emprunts, ce qui a concouru, à côté d'autres raisons, à la montée des intérêts. La baisse du rendement des investissements au-dessous du loyer de l'argent emprunté a été l'une des causes de la crise. Ce phénomène a contraint les entreprises à réduire leurs investissements, ce qui a provoqué une baisse de la production et de l'emploi.

En 1976, les taux d'intérêts des crédits ayant baissé, les investissements nets augmentèrent à nouveau. Il en est résulté une nette *amélioration de la conjoncture*. La productivité du capital et les bénéfices restèrent cependant stabilisés à un bas niveau. La seconde hausse massive des prix pétroliers de 1979 a déclenché une montée des taux d'intérêts. Supérieure à la rentabilité des investissements, elle a été suivie d'une baisse de la production et de l'emploi?

Que se passe-t-il quand il ne se passe rien en matière de politique de l'emploi?

La conséquence du chômage massif? *C'est tout ce qu'il empêche de produire.* Ce sont aussi les charges écrasantes de l'assurance-chômage et de l'Etat, le déclassement des chômeurs, les humiliations qu'ils subissent, les atteintes à leur dignité – sans parler des *risques politiques* qui surgissent.

Tout cela est si évident que des questions très simples s'imposent: Comment expliquer l'incapacité des gouvernements à maîtriser ce phénomène, leur manque d'imagination et d'esprit novateur? Régimes politiques et victimes ne sont-ils pas en train de céder à la résignation?

La «crise financière de l'Etat», ou encore «l'insuffisance des moyens d'intervention de la politique économique» et autres arguments de cette eau ne sont pas des explications suffisantes de la tendance à accepter plus ou moins passivement la réalité d'un chômage massif et durable. Cet état d'esprit pouvait apparaître comme l'une des *manifestations de la*

cassure de la confiance dans l'avenir, dans la continuité du progrès et dans les potentialités et possibilités de l'homme. On doute aujourd'hui qu'il soit capable de conduire à son gré et de maîtriser les devenirs de la technique et de l'économie. Quant aux chômeurs, ils sont dominés par un sentiment d'impuissance et cèdent à l'angoisse...

Tentatives de solution

Il faut cependant atténuer un peu ce qui précède: Il n'y a aucun gouvernement qui n'affirme l'objectif du plein emploi. Madame Thatcher et Reagan disent viser au même but, mais sans recourir aux moyens usuels (programmes de création de possibilités de travail, etc.). Ils justifient leur comportement par la *stagflation* qui dominait au moment où ils ont accédé au pouvoir. A ce moment, taux d'inflation et taux de chômage augmentaient simultanément tandis que reculait la productivité du travail et du capital. Ils ont également renoncé à la politique de leurs prédécesseurs visant à *stimuler la demande*; ils ont estimé qu'elle s'était révélée trop peu efficace et que, par ailleurs, le pays n'avait pas les moyens de la poursuivre – les gouvernements précédents n'ayant pas constitué des réserves à cet effet.

On a relevé que la politique visant à stimuler l'emploi par le biais d'un accroissement de la masse monétaire aboutit à *l'inflation*, laquelle incite à son tour à *mal utiliser les ressources* ou à *gaspiller* – le consommateur ne pouvant distinguer assez nettement si le renchérissement est l'effet d'une diminution de l'offre ou de l'inflation. Enfin, l'efficacité d'une demande complémentaire créée par l'Etat est progressivement neutralisée: en effet, le financement de cette politique par l'émission d'obligations réduirait le pouvoir d'achat de ceux qui achètent ces titres (*crowding-out*); la perspective des majorations des impôts qui apparaissent nécessaires pour financer cette politique engage aussi les sujets économiques à réduire leurs dépenses. Enfin, cette politique de l'Etat et ses objectifs et interventions à court terme auraient pour effet de «déstabiliser» le secteur privé et seraient une cause de fluctuations à court terme.

a) La politique américaine de l'emploi

Nous nous bornerons à exposer dans ses grands traits la politique économique de l'actuelle administration américaine. Il s'agit d'une combinaison d'éléments visant à stimuler l'offre et d'éléments de la «nouvelle macro-économie classique».

La politique visant à stimuler l'offre a pour objet d'éliminer les entraves aux activités économiques – à l'investissement avant tout – et de *revitaliser* ainsi l'économie. Cette politique tend donc à *l'efficacité et à la croissance* – et par voie de conséquence au plein emploi; elle veut déclencher une évolution à long terme. (H. D. Smeets «Théorie des Reaganomics».) Selon cette conception *l'accroissement de la demande*

devrait suivre automatiquement, ce qui permettrait de faire l'économie de mesures visant à stimuler la consommation. Des «stimulants» pour inciter les ménages et les entreprises à intensifier leur effort, un budget de l'Etat équilibré au niveau le plus bas et une démobilitation des régulations qui entravent l'économie devraient concourir à relancer la production. Parmi les mesures propres à engager les ménages à mettre plus fortement l'accent sur le travail (et la recherche d'emploi) figurent, selon cette théorie, les abattements fiscaux, mais aussi les réductions des indemnités de chômage! Allégements des charges fiscales et facilités en matière d'amortissement doivent stimuler l'initiative privée.

L'équilibre du budget de l'Etat au niveau le plus bas doit être obtenu par des réductions des dépenses au titre de la prévoyance sociale, des subventions, des programmes de création d'emplois et de formation, ce qui doit permettre parallèlement d'augmenter les dépenses militaires. On spécule que les réductions fiscales donneront une impulsion telle à l'activité économique que les encaissements de l'Etat resteront à tout le moins constants. Mais le miracle attendu ne s'est pas produit – du moins à court terme. Un déficit de 180 milliards de dollars est envisagé en 1983. *La hausse des taux d'intérêt* déclenchée par la politique de la masse monétaire déjà mentionnée et la progression de l'endettement ont contribué à alourdir les charges du service de la dette – et le déficit. Selon Smeets «les énormes déficits de l'Etat ont eu un effet négatif sur la stratégie de relance. Pour financer son déficit, l'Etat n'a d'autre ressource que d'emprunter dans le secteur privé ou auprès des banques privées – et la banque d'émission». C'est proprement fouetter la peur de l'inflation. En effet, l'endettement grandissant de l'Etat auprès des banques ou sur le marché des capitaux fait monter le loyer de l'argent, ce qui a pour effet de réduire la demande des particuliers et l'investissement.

La démobilitation des régulations – par exemple l'abrogation de prescriptions en matière de protection de l'environnement, de sécurité ou de santé – tend à restaurer une utilisation optimale des ressources par un rétablissement de la «fonction directrice» du prix. En outre, on escompte un effet stimulant du transfert d'activités de l'Etat à un secteur privé qui travaillerait plus rationnellement.

Conformément à l'une des conceptions de la «nouvelle macro-économie classique» – qui tient pour donné un comportement rationnel des sujets économiques – une politique de contraction de la masse monétaire serait capable de juguler l'inflation, même sans fléchissement à court terme de l'emploi. Jusqu'au milieu de 1982, cette politique de la masse monétaire a été l'élément déterminant de la politique économique. Les événements ayant rappelé que les sujets économiques n'agissent pas rationnellement et la politique restrictive de la masse monétaire s'étant soldée par un accroissement du chômage, le gouvernement des Etats-Unis a donné un coup de barre. Il y a été également incité par une montée massive des taux d'intérêts, qui menaçait d'étouffer dans l'œuf les impulsions de nature à stimuler la relance.

Dans l'ensemble, *la politique économique des Etats-Unis n'est pas appréciée positivement*. Certes, on reconnaît qu'elle est parvenue à combattre efficacement *l'inflation* et à provoquer ainsi une baisse des taux d'intérêts. Mais ce résultat a été chèrement payé par une *augmentation du chômage* (inégalée depuis les années trente). Mais de nouveaux assouplissements de la politique de la masse monétaire ne risquent-ils pas de déstabiliser à nouveau le dollar? Et dans quelle mesure? Ces questions demeurent ouvertes, bien que les porte-parole de la politique économique américaine restent optimistes. Ils donnent à entendre que divers indicateurs annonceraient une reprise. Seule l'évolution peut le confirmer ou l'infirmer.

b) La solution suisse

En Suisse, les problèmes ne sont heureusement pas aussi inquiétants qu'à l'étranger. Il est intéressant de rappeler ici que la Banque nationale suisse a été, en 1973, le premier des instituts d'émission à inaugurer une *politique de la masse monétaire* ajustée à la croissance du produit national brut; la seule aussi qui, dès la fin de 1974, ait publié les objectifs de cette politique pour l'année suivante. Elle est ainsi parvenue à réduire considérablement les taux d'inflation (à deux chiffres) enregistrés temporairement au cours de la première moitié des années septante. Malheureusement, cette politique a concouru à aggraver la récession qui est survenue en 1974. Ses limites sont nettement apparues en 1978: la contraction relative de la masse monétaire avait fait monter le cours du franc de telle sorte que de grandes entreprises suisses d'exportation ont commencé à craindre pour leur existence. Ce risque a contraint l'institut d'émission à s'écarter de cette politique pendant une période limitée en faveur d'une politique de régulation des cours de change.

La politique de la masse monétaire est redevenue prioritaire dès la fin de 1979. D'autres pays s'étant engagé dans la même voie – les Etats-Unis notamment – et l'offre de leurs monnaies ayant diminué et leurs cours de change augmenté, le renchérissement relatif du franc suisse est resté depuis dans des limites pouvant être tenues pour acceptables. Cette politique de relative contraction de la masse monétaire et les mesures de stimulation de l'emploi (dont il sera question plus loin) sont communes à la plupart des pays industriels de l'Europe occidentale.

Au cours des années septante, quelque *340 000 emplois* ont disparu en Suisse. L'industrie de la construction a été particulièrement touchée. Si ce dimensionnement n'a pas été accompagné d'un chômage comparable à celui qu'on enregistrait ailleurs, c'est parce que la plupart de ceux qui avaient perdu leur emploi étaient des étrangers – qui avaient regagné leur pays. («Exportation du chômage»)

La récession de 1982 – intervenue plus tardivement qu'ailleurs – a incité les autorités fédérales à décider, comme en 1975, des mesures pour soutenir l'emploi. Un second train de mesures vise à développer des

instruments de politique régionale et inciter, par une garantie des risques, les petites et moyennes entreprises à innover. Cette politique vise à *stimuler la production*.

En revanche, le premier train de mesures a avant tout pour objet de stimuler la demande. Il doit déclencher un volume d'investissements anticipés de 640 millions de francs qui en déclencheront d'autres: d'un milliard environ. On s'est demandé si ces mesures concourront vraiment à augmenter l'emploi. On ne peut répondre à cette question que compte tenu de l'effet multiplicateur des dépenses de l'Etat. En effet, pour ceux qui en bénéficient, les dépenses des pouvoirs publics signifient encaissements et, dans une certaine mesure, revenus. Ceux-ci, après déduction des impôts et d'une certaine quote d'épargne, entrent dans le circuit économique et contribuent à la formation d'autres revenus. Selon les estimations – sur lesquelles on peut discuter – de l'Office fédéral pour les questions conjoncturelles, les programmes de relance 1975/76, d'un montant de 5 milliards, auraient permis de maintenir ou créer quelque 48 000 emplois. On a donc lieu d'admettre que le nouveau programme garantira ou créera, lui aussi, quelques milliers de postes de travail.

Remarques sur la politique de l'emploi à court et à moyen termes

La gravité du chômage dans le monde entier, d'une part, et l'efficacité des programmes de relance de l'Etat (éclairée par les chiffres de l'Office fédéral) démontrent que les pouvoirs publics – tant en Suisse qu'à l'étranger – ne *peuvent renoncer à des mesures pour soutenir l'emploi à court et à moyen termes*. On dispose de tout un choix de décisions souhaitables dans l'optique de la société et de l'écologie. On a lieu de penser que l'endettement pourrait être contenu dans certaines limites. En effet, les emplois ainsi créés ou maintenus alimenteront les recettes fiscales; en outre, maints de ces investissements (dans l'assainissement des eaux, par exemple) seront productifs.

En outre, la politique de l'emploi devrait agir sur les structures du chômage et promouvoir des solutions pour les groupes de chômeurs, difficiles à placer.

Il faut aussi pratiquer une politique visant à *intensifier la concurrence* pour faire pièce au processus des concentrations économiques. Elle concourrait à la «revitalisation de l'économie». Elle empêcherait aussi les entreprises dominant le marché de manipuler les prix quand l'Etat passe des commandes supplémentaires.

L'accélération du progrès technique ayant pour effet d'augmenter les besoins financiers des entreprises, il faudrait mettre au point des *concepts de salaire-investissement*, en d'autres termes les modalités d'une participation des travailleurs au financement de l'investissement. Ce système contribuerait à réduire la demande de crédits et, par conséquent, à ramener les charges de l'emprunt au-dessous du niveau de rentabilité

de l'investissement, ce qui donnerait de nouvelles impulsions à l'innovation, se traduirait à terme par une amélioration de la productivité du capital et des bénéfices et permettrait, à terme aussi, de sortir du cercle vicieux d'aujourd'hui.

Si sommaires qu'elles soient, ces quelques indications engagent à conclure *qu'un rétablissement du plein emploi est possible*. Le fléchissement de notre confiance en l'avenir est le principal obstacle. Il est cependant probable que la phase de stagnation à long terme dans laquelle nous sommes entrés durera encore quelques années au moins. A court et à moyen termes, on doit encore s'attendre à des fluctuations très sensibles, mais qui pourront toutefois être atténuées par des régulations de la masse monétaire orientées en vue d'une croissance du produit national brut réel, ainsi que par des mesures comme celles que nous avons exposées plus haut.

Perspectives à long terme

Il n'est pas possible de prévoir si et quand s'amorcera une nouvelle phase de longue croissance. Il faut cependant souligner que la crise actuelle est aussi une crise structurelle, caractérisée par le fait qu'une partie des biens offerts ne répondent plus à l'évolution des besoins. Si on les compare à ceux dont dispose le Japon, maints moyens de production européens et américains sont vétustes ou, à tout le moins, ne sont plus à la pointe de la technique.

Un renouvellement de l'appareil de production pourrait donc déclencher une relance d'une certaine durée. Cette perspective suscite cependant des réserves – des réserves qui doivent être prises au sérieux. Nous en mentionnerons trois:

1. Le souci de sauvegarder l'environnement ne permettrait pas de déclencher une nouvelle phase de croissance.

Précisons ici qu'il devrait s'agir d'une croissance différente de celle du boom des années cinquante et soixante, d'une croissance conduite compte tenu de l'impérieuse nécessité de ménager l'environnement. Il convient donc de dresser un bilan des technologies compatibles avec cet objectif.

Le maintien d'un certain taux de croissance reste cependant indispensable pour améliorer comme elles doivent l'être les conditions d'existence de la majorité de la population de la planète.

2. Les nouvelles technologies menacent l'emploi

Il est incontestable que, dans le court terme, les nouvelles technologies touchent des emplois – dans les bureaux notamment – et multiplient les drames humains. Les entreprises et la politique sociale doivent coopérer pour résoudre ces problèmes, en particulier en mettant très fortement l'accent sur *le développement de la formation et le recyclage*. C'est l'une des conditions de l'éradication du chômage structurel qui se manifeste

d'une part par une pléthore de travailleurs qualifiés et, de l'autre, par une pénurie de cadres moyens et de gens qui dominent les nouvelles technologies.

L'histoire économique rappelle que les innovations technologiques n'ont jamais déclenché de longues périodes de chômage; en revanche, elles ont stimulé de manière décisive l'accroissement de la *productivité*, l'élévation des niveaux de vie et les réductions de la durée du travail.

3. On enregistrerait une certaine saturation des besoins

C'est peut-être le cas pour certaines couches minoritaires de la population des pays industriels, ou pour certaines productions. Dans cette hypothèse on donne à entendre que cette saturation pourrait permettre de réduire la durée du travail avec diminution correspondante du revenu! Mais si l'on considère les besoins des démunis du tiers-monde et des catégories de la population des pays industriels dont les revenus sont inférieurs à la moyenne, on est très loin d'une saturation... Disons aussi qu'une nouvelle phase de croissance raisonnable serait souhaitable pour résoudre l'inquiétant problème mondial de l'endettement – voire du surendettement.

Conclusions

Nous resterons probablement confrontés assez longtemps encore avec la phase de relative stagnation qui dure depuis dix ans. Elle est caractérisée par le fait que les fluctuations sont plus marquées que pendant une phase de longue croissance. Nous disposons des instruments nécessaires pour atténuer l'amplitude de ces fluctuations. Mais l'usage de ces moyens peut poser des questions déchirantes. On sait que l'inflation ne peut être combattue qu'au prix d'une aggravation du chômage. Pour écarter ce dilemme, la banque d'émission doit s'employer non seulement à combattre l'inflation, mais aussi à la prévenir. Une politique de stimulation de l'emploi ne doit pas nécessairement être inflationniste si elle est financée en recourant au marché des capitaux. Le travail étant la seule source du bien-être des hommes et l'une des garanties de leur dignité, tout gouvernement doit viser sans désespérer au plein emploi.